Les paysans du « Maitron »

Militants de l'entre-deux-guerres

Ivan Bruneau et Emmanuel Le Dœuff

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8100>

DOI : 10.4000/etudesrurales.8100

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2004

Pagination : 159-174

Référence électronique

Ivan Bruneau et Emmanuel Le Dœuff, « Les paysans du « Maitron » », *Études rurales* [En ligne], 171-172 | 2004, mis en ligne le 01 janvier 2006, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8100> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.8100

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=ETRU&ID_NUMPUBLIE=ETRU_171&ID_ARTICLE=ETRU_171_0159

Les paysans du « Maitron ». Militants de l'entre-deux-guerres

par Ivan BRUNEAU et Emmanuel Le Dœuff

| Éditions de l'EHESS | *Études rurales*

2004/3-4 - N° 171-172

ISSN 0014-2182 | ISBN 2-7132-2007-6 | pages 159 à 174

Pour citer cet article :

—Bruneau I. et Dœuff E., Les paysans du « Maitron ». Militants de l'entre-deux-guerres, *Études rurales* 2004/ 3-4, N° 171-172, p. 159-174.

Distribution électronique Cairn pour les Éditions de l'EHESS.

© Éditions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

III. FIGURES PAYSANNES DANS UN PARTI OUVRIÉRISTE

LES PAYSANS DU « MAITRON »

MILITANTS DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES

Ivan Bruneau et Emmanuel Le Dœuff

APPRÉHENDER LE COMMUNISME RURAL par une étude qui s'appuie sur le *Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier français (DBMOF)*, plus connu sous le nom de « Maitron » tant l'entreprise fut marquée par l'empreinte de son initiateur, peut de prime abord sembler paradoxal. Cependant, en raison du peu d'archives portant sur les militants communistes et paysans, le chercheur doit procéder à une relecture des documents existants pour en distinguer les militants paysans. Dès lors, le Maitron constitue une source irremplaçable puisqu'il a pour objet de retracer l'histoire des « élites obscures » [Pudal 1989 : 172] tant ouvrières que paysannes. De fait, à côté des figures emblématiques que sont Renaud Jean, Waldeck Rochet ou Marius Vazeilles, si un militantisme paysan irrigue l'ensemble des départements, il reste pourtant mal connu, peu reconnu et laisse de rares traces dans les archives. Mais Jean Maitron [1988] s'était donné pour mission de « retenir les militants, aider à la résurrection des obscurs, être en quelque sorte leur mémoire, permettre une nouvelle approche de l'humain » et il expliquait :

Ceux qui participent au mouvement ouvrier sont essentiellement de deux types : ceux qui appartiennent aux sommets syndicaux, politiques, coopératifs, les leaders, et ceux de base, non simples adhérents, certes, mais militants, c'est-à-dire ceux qui, durant un temps, ont lutté, bataillé pour la cause, mais sont demeurés néanmoins les obscurs, les sans-grade. Si le *Dictionnaire* leur a donné place, et la plus large, dans la mesure au moins où les sources le permettaient, c'est que trop souvent l'accent en histoire, sociale ou non, est mis sur les leaders, sur ceux qui ont joué certes leur rôle, un grand rôle, et ne risquent d'ailleurs pas d'être oubliés ; mais ce qui est passé sous silence ou minimisé, c'est le rôle des humbles, de ceux qui furent pourtant le levain de l'histoire, de ceux qui, en 1848, 1871, 1936, ont été les moteurs des éruptions sociales, éruptions qui ont souvent laissé des traces durables, réformes ou révolution, dans nos sociétés.

Projet indissociablement militant et scientifique, l'originalité du Maitron réside dans la réhabilitation des méconnus du Mouvement ouvrier, les « militants de base ». D'abord ambition d'un seul, le *Dictionnaire* est devenu l'œuvre de quelque 380 collaborateurs, ce qui a nécessité la mise au point de méthodes de travail collectives. Aux correspondants départementaux, chevilles ouvrières de l'entreprise, sont venues s'ajouter des équipes constituées autour de corpus spécifiques, objet d'un travail particulier de sélection et de réflexion, tels, notamment, les dictionnaires consacrés aux électriciens et gaziers [Dreyfus 1996] et aux cheminots [Goergen 2003]. Si certains de ces corpus ont déjà fait l'objet d'analyses

particulières – ainsi les élus de la région parisienne, les membres des Brigades internationales, les femmes – [Dreyfus, Pennetier et Viet-Depaule 1996], un terrain reste encore à défricher : celui de la paysannerie.

Cet article propose donc une première analyse statistique des profils paysans auxquels le *Dictionnaire* a consacré une notice biographique, et ce pour la 4^e période : 1914-1939¹.

Une remarque préalable s'impose toutefois au sujet des représentations des paysans dont le *Dictionnaire* est le reflet. En effet, le mouvement ouvrier qu'il avait pour mission de dépeindre les range parmi les auxiliaires de la classe ouvrière, selon la terminologie marxiste dominante à l'époque. Par conséquent, pour Claude Pennetier [1994 : 127], coordinateur du Maitron, le Mouvement ouvrier « est compris comme l'ensemble des courants de pensée, des organisations politiques, syndicales, coopératives, mutualistes, des associations culturelles, des organes de presse, qui mettent leurs espoirs d'une meilleure justice sociale ou de transformations sociales dans l'action de la classe ouvrière, des salariés et des couches sociales les plus défavorisées ». Si cette énumération ne mentionne pas explicitement les paysans, elle ne les exclut pas non plus, bien qu'il soit difficile de les intégrer dans le Mouvement ouvrier. Les rédacteurs du Maitron ont néanmoins pris le parti de faire figurer dans l'ouvrage des paysans qui s'étaient investis dans le militantisme de gauche, exception faite de ceux dont l'engagement relevait des courants catholiques et/ou conservateurs.

La base de données que nous avons construite à partir des biographies reste donc tribu-

taire d'une perspective centrée sur le monde ouvrier, de sorte que l'on est davantage informé de la manière dont le Maitron appréhende les paysans du Mouvement ouvrier que des différentes dimensions du militantisme paysan dans l'entre-deux-guerres. Il n'en reste pas moins que cette étude encore partielle entend apporter un éclairage inédit sur la place accordée aux paysans dans un dictionnaire consacré au Mouvement ouvrier, place qui a été évaluée à 5,1 % des 55 700 notices du Maitron de la 4^e période. Ce pourcentage ne reflète certes pas la part effective occupée par les paysans dans le Mouvement ouvrier, mais cette étude statistique est intéressante parce qu'elle permet d'opérer un déplacement de point de vue. Se focaliser sur une population aux marges du monde ouvrier et l'étudier en tant que telle permet d'aller au-delà des analyses traditionnelles qui réduisent les paysans à un groupe-objet du travail politique des organisations syndicales et partisans. Appréhender le militantisme agricole « par le bas », comme Jean Maitron lui-même le préconisait, permet de se défaire des analyses centrées sur le « travail paysan » effectué par les appareils, leurs

1. Mis en chantier à la fin des années cinquante, le Maitron est aujourd'hui le plus grand dictionnaire biographique en langue française, avec 110 000 notices. Quatre périodes ont été définies : de la Révolution française à la I^{re} Internationale (1789-1864) ; de la I^{re} Internationale à la Commune (1864-1871) ; de la Commune à la Grande Guerre (1871-1914) ; l'entre-deux-guerres (1914-1939). La 5^e période (1940-1968) est en cours d'élaboration. Le premier volume a été publié en 1964 aux Éditions ouvrières, le dernier en 1997 aux Éditions de l'Atelier. Un cédérom a été édité en 1997 sous la direction de C. Pennetier, M. Cordillot et J. Risacher (Éditions de l'Atelier).

dirigeants et les spécialistes de la « question agraire » [Gratton 1972 : 163-195 ; Vigreux 1996 : 205-218 et 2000a : 391-403] en vue de s'allier « l'autre classe populaire ». Toutefois, détacher la population des militants paysans de l'ensemble des autres militants répertoriés dans le *Dictionnaire* conduit à occulter d'éventuelles configurations militantes locales et à négliger les relations économiques et sociales qu'entretiennent différents groupes sociaux : artisans, commerçants, ouvriers et, surtout, les paysans entre eux. Aussi l'interprétation des données suppose-t-elle une vigilance particulière dans la mesure où les procédés auxquels nous avons eu recours pour construire le corpus des biographies paysannes risquent de peser sur le profil des militants.

Construire une base de données

Les paysans, tels qu'ils seront présentés ici, sont le produit d'une double construction². La première renvoie à la rédaction des notices, marquée par la diversité des auteurs et par les nombreuses manières de concevoir les notices biographiques. La seconde tient au mode de constitution des biographies en corpus qui, lui, procède des auteurs de cet article. La base de données est donc une construction à deux étages qui suppose que l'on en indique les biais et que l'on en retrace les différents moments afin d'éviter des interprétations inadéquates.

Voici, en quelques traits majeurs, comment a été conçu le corpus.

Dans un premier temps ont été entrés dans la base cédérom du Maitron, 82 mots correspondant à l'extension de 19 principaux critères : « paysan, agriculteur, agricole, cultivateur, éleveur, propriétaire, fermier, métayer, journalier,

ménager, laboureur, vigneron, viticulteur, berger, bûcheron, apiculteur, maraîcher, horticulteur, jardinier ».

Toutefois, à l'issue de cette exploration, les 9 504 notices biographiques proposées ne pouvaient constituer le corpus des paysans. En raison d'occurrences telles que « fils de paysans », « passionné d'agriculture », « propriétaire foncier », « ingénieur agricole » ou « bloc ouvrier et paysan », etc., il a fallu lire et trier cet ensemble de notices afin d'en isoler les paysans³. Un certain nombre de cas litigieux sont intervenus dans la sélection des notices, et il semble nécessaire de les expliciter.

Ont été retenus :

- a) les paysans du territoire purement métropolitain ;
- b) les individus dont l'activité militante coïncidait avec l'activité agricole ;
- c) plus généralement, tous ceux qui ont cultivé la terre, fait de l'élevage ou vécu de l'exploitation de la nature, la mer mise à part ;
- d) deux types de paysans « marginaux » qui, à la lecture de leurs notices, semblaient avoir joué un rôle militant important, notamment au sein de la CGT :

- ceux que, traditionnellement, on assimile aux paysans : les bûcherons, les apiculteurs⁴ et les maraîchers, les horticulteurs et les

2. Pour les problèmes méthodologiques posés par la biographie collective, voir C. Charle [1996 : 51-72].

3. Ce travail de sélection des notices nous a d'ailleurs laissé entrevoir l'importance (en nombre et en qualité) des militants d'origine paysanne au sein du Mouvement ouvrier.

4. Ainsi l'apiculteur jurassien J. Chaneaux.

jardiniers (davantage présents en milieu urbain);

- ceux qui, même s'ils exercent une activité professionnelle non paysanne, ont été paysans à un moment ou à un autre, et dont une partie du militantisme était simultanée à leur activité paysanne.

En revanche, ne sont pas inclus dans le corpus :

a) ceux qui ont pu faire partie du Mouvement ouvrier rural, à savoir les intellectuels, les ouvriers, les commerçants et artisans ruraux, ainsi que les propriétaires fonciers non paysans, militants et/ou élus⁵ ;

b) ceux qui sont devenus exploitants agricoles au moment de leur retraite et dont le militantisme n'a jamais été lié à cette expérience professionnelle.

Répondant à ces critères de sélection, le corpus ainsi construit comprend 2 833 notices biographiques. Les informations fournies par chaque notice ont été réparties selon les différents types de paysans : propriétaire, fermier et métayer, ouvrier agricole. Près de la moitié des notices ne donnant aucune information autre que « cultivateur » ou « paysan » ont été classées sous la rubrique « non spécifié ».

La lecture des notices a permis de dégager d'autres catégories. Les bûcherons, les jardiniers, etc., ont été regroupés sous l'entrée « autres ». La présence massive des viticulteurs a imposé un dénombrement spécifique. Enfin, les paysans ayant travaillé hors du monde agricole ont été répartis en deux catégories selon que cette activité s'exerçait en parallèle ou non à leur travail agricole, ce que l'on nomme plus communément la double activité simultanée ou successive.

Le classement a également tenu compte des affiliations partisans, ainsi les communistes, les socialistes avant et après la scission de la SFIO⁶, les radicaux-socialistes, auxquels s'ajoutent les anarchistes, les individus affiliés à la droite et à l'extrême droite et les chrétiens rassemblés sous l'entrée « divers ». Parmi ces affiliés partisans figurent des militants avérés, des candidats à des scrutins électoraux et des sympathisants, repérés dans des comités de soutien par exemple.

Les affiliations syndicales constituent, elles aussi, un critère de classement. Elles concernent des organisations paysannes telle la CGPT (Confédération générale des paysans-travailleurs), ou encore les syndicats proches du parti communiste (dont les comités de défense paysanne et le Conseil paysan français), les syndicats proches de la SFIO (dont la Confédération nationale paysanne), et, enfin, la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), ce qui illustre la continuité du militantisme syndical après la Seconde Guerre mondiale. Le classement a également inclus les militants et adhérents des centrales ouvrières : la CGT avant et après la scission de 1922, la CGTU et la CGT réunifiée après 1936. Il s'agit essentiellement d'ouvriers agricoles ayant leurs propres organisations au sein de ces centrales. Les cas de double activité, agricole et non agricole, sont ambigus : nous avons choisi de retenir les individus dont

5. Voir le cas de l'instituteur isérois G. Brissaud, « spécialiste régional du PC dans le "travail paysan" ».

6. Nous avons fait le choix de rassembler, au-delà de la SFIO, tous les militants étiquetés comme « socialistes ».

le militantisme paysan était tangible, même si leur adhésion à la CGT n'était liée qu'à leur emploi non agricole. Enfin, nous avons intégré à notre base de données les syndicats autonomes et chrétiens, ou ceux dont on ne connaît pas l'affiliation et que nous avons regroupés sous la nomenclature : « syndicats non spécifiés ».

Les responsabilités exercées ont fait l'objet d'un repérage particulier. Pour chaque type de responsabilité (élective, partisane ou syndicale), nous avons distingué les niveaux d'élection : national (députés, sénateurs, membres du Comité central, des commissions administrative, confédérale ou fédérale, etc.), régional-départemental (conseils généraux, fédérations de parti, unions départementales, syndicats départementaux, etc.), local (conseillers municipaux, responsables de cellule, de section ou de syndicat). Ces entrées n'étant pas exclusives, les résultats pourront présenter des doubles occurrences.

Les résultats doivent toutefois être interprétés avec prudence car ils reposent sur trois biais méthodologiques.

Les sources de première main, celles qui ont servi à la rédaction des notices, nous informent de façon très inégale : 46 % des notices ne précisent pas si le paysan est propriétaire, fermier, métayer ou ouvrier agricole. On peut supposer que c'est à cette lacune que l'on doit la faible représentation des métayers-fermiers (82 notices sur 2 833)⁷, probablement plus enclins à se déclarer « agriculteur » ou « paysan ». Inversement, les propriétaires sont davantage identifiés en tant que tels. D'autre part, la majorité des informations provenant d'archives publiques, notamment celles de la police, laquelle accorde une attention parti-

culière aux organisations révolutionnaires, les activités communistes ont bénéficié d'un suivi plus régulier.

Les sources de seconde main, les notices rédigées, introduisent une deuxième série de biais. La répartition géographique, la longueur et la rédaction des notices sont, en effet, très variables. La disparité régionale s'explique par la présence ou non, dans une région, de collaborateurs du Maitron et par la qualité de leur activité, mais elle s'explique plus encore par l'intérêt que ceux-ci portent au militantisme agraire. Ainsi, dans les départements où les paysans sont relativement peu « maitronisés », le lecteur a parfois l'impression de n'accéder à ces militants qu'à travers un prisme ouvriériste⁸. En outre, les auteurs n'ont pas tous exploité de la même façon les archives disponibles : Jacques Girault, dans le Var, a réalisé une étude exhaustive des élections locales et, de ce fait, influencé la composition du corpus varois.

Enfin, la construction du corpus et sa conversion en base de données quantitatives ont rencontré un certain nombre de contraintes. Nous avons dû notamment reprendre à notre compte les taxinomies utilisées dans les notices, elles-mêmes tributaires des archives, et avons donc dû agréger des réalités parfois très éloignées les unes des autres : être métayer

7. Il nous est en fait très difficile de mesurer l'ampleur de l'effet de source sur ce qui a parfois été interprété comme une faible implantation du militantisme de gauche chez les métayers. Pour le parti communiste, voir L. Boswell [1998 : 25].

8. Sur le militant ouvrier, « archétype du militant », voir l'article de C. Pennetier et B. Pudal [2000].

dans le Lot-et-Garonne ne renvoie pas forcément à la même expérience sociale dans le Cher. Ces classements reposent également sur des décisions arbitraires, comme celle de rassembler dans une même catégorie divers métiers marginaux du monde agricole, bûcheron ou jardinier, par exemple. Considération plus importante encore, bien que centrées sur la période 1914-1939, la plupart des notices du *DBMOF* incluent l'activité des militants antérieure à la Première Guerre mondiale et postérieure à 1940 ; intégrer ces données permettant une représentation plus complète des trajectoires militantes présente aussi l'inconvénient d'amalgamer des responsabilités exercées dans des contextes politiques très différents (pour le PCF : sa période de bolchevisation dans les années vingt et ses succès électoraux après la Seconde Guerre mondiale). La manière dont ont été conçus les notices biographiques et le corpus paysan suppose une lecture avertie qui n'empêche pas que l'on interprète un certain nombre de résultats, telle la répartition géographique des paysans du Maitron.

La prédominance du Midi rouge

Dès le début de la constitution du corpus, la distribution des notices révèle de fortes disparités régionales. Deux phénomènes difficilement pondérables sont au principe de ces disparités : l'implantation contrastée du militantisme en milieu rural et l'inégale répartition des notices. Mais il est difficile de voir dans quelle mesure l'une est déterminée par l'autre. Il nous faudra commencer par évaluer la part que chaque département occupe dans le corpus national.

La carte ci-contre montre tout d'abord combien sont contrastés le nord et le sud de la Loire, contraste essentiellement dû à une remarquable concentration des notices sur une dizaine de départements. On voit ainsi se dessiner ce que l'on appelle le Midi rouge. Constitué par les départements du Var, des Pyrénées-Orientales, de l'Hérault, des Bouches-du-Rhône, du Gard, du Vaucluse et de l'Aude, ce Midi rouge totalise un peu plus de la moitié des notices, dont 29 % pour le seul département du Var. Dès lors, on soulignera à plusieurs reprises les effets de la surreprésentation de ce corpus varois caractérisé par une forte présence des propriétaires et des socialistes (respectivement 56 % et 45 % des effectifs nationaux), les autres départements du Midi étant davantage représentés par les ouvriers agricoles (60 %). Si, par souci de commodité, les chiffres ont été regroupés par région (division administrative qui n'existait pas à l'époque), certains départements se détachent, notamment le Lot-et-Garonne avec les communistes, la région parisienne avec les jardiniers-maraîchers ; les bûcherons du Cher et de la Nièvre forment également des contingents non négligeables. En revanche, on dénombre relativement peu de militants dans l'Allier ou dans le Limousin bien que l'historiographie les ait privilégiés. À l'inverse, la carte que le Maitron dessine des paysans recouvre partiellement la carte de la France viticole. Ces distributions géographiques masquent également des disparités sociales dues au type de faire-valoir ou à une éventuelle activité extérieure au monde agricole.

Par commodité, on présente ici le nombre de notices par région administrative actuelle (en gras). Seuls les départements les plus significatifs sont signalés. Par exemple, 118 des 176 notices de la région Aquitaine concernent des militants du Lot-et-Garonne.

Identification sociale des paysans du Maitron

Le tableau 1 ci-dessous regroupe trois catégories de données. Quatre premières entrées tentent d’apprécier, fût-ce de manière grossière, « la place sociale » des paysans du Maitron à travers les modes de faire-valoir, même si les « non-spécifiés » représentent 46 % de l’ensemble des notices. Les deux entrées suivantes mettent l’accent sur deux groupes de producteurs spécifiés dans les notices, ce qui n’est pas le cas des simples cultivateurs, agriculteurs et autres éleveurs. Enfin, les deux dernières entrées concernent le degré de « paysannité » de ces paysans. Ces trois catégories autorisent nombre de doubles occurrences : entre elles d’une part, et au sein de chacune d’autre part. Ainsi un ancien ouvrier agricole de la viticulture aura-t-il pu devenir propriétaire ; il figurera donc sous les trois entrées.

Les 12 % de viticulteurs minorent vraisemblablement le poids statistique du monde viticole dans ce corpus. En effet, dans le Midi notamment, un certain nombre de viticulteurs ont probablement été intégrés dans la base de données au titre de propriétaires ou d’agriculteurs, voire d’ouvriers agricoles ; faute d’une mention explicite, il n’auront pu être introduits dans la rubrique viticole. De même, le chiffre relatif aux fermiers-métayers exprime nettement leur sous-représentation, raison pour laquelle les

résultats les concernant ne pourront faire l’objet d’une exploitation fiable. En revanche doit être mentionnée l’importance quantitative des deux marges intérieures du corpus, à savoir les « autres » paysans (11 %) et ceux qui ont eu une activité autre que paysanne (15 %).

Enfin, si ce tableau ne fait pas référence au sexe des militants, c’est en raison du caractère presque exclusivement masculin des acteurs en question. Seules trois femmes correspondent aux critères retenus et peuvent être qualifiées de « paysannes du Maitron ». Aussi remarquable et problématique que soit cette absence, elle vient pour partie de ce que, sur la période étudiée, n’ayant pas le droit de vote, les femmes n’apparaissent pas sur les listes électorales ; mais d’une manière plus générale encore, cette absence tient à la confiscation de l’espace public par les hommes, comportement particulièrement efficace dans le monde paysan.

Une gauche paysanne divisée

Il convient d’apprécier tant l’impact qu’a eu le congrès de Tours sur le mouvement des militants au sein des divers partis de la gauche que les rapports de force qui ont opposé socialistes et communistes, et de mettre au jour les logiques militantes partisans et les caractéristiques sociologiques de leurs bases sociales respectives.

Tableau 1

non-spécifiés	propriétaires	fermiers, métayers	ouvriers agricoles	viticulteurs	autres	doble activité successive	doble activité simultanée
1 297	562	82	488	350	321	269	173
46 %	20 %	3 %	17 %	12 %	11 %	9 %	6 %

Tableau 2

	PS avant scission	PS après scission	PC	radicaux- socialistes	divers
% ensemble des adhérents	21 %	47 %	50 %	2 %	2 %
sans le Var	22 %	37 %	60 %	1 %	2 %

Les affiliés politiques⁹ du corpus (2 354 notices) présentent un même pourcentage de communistes et de socialistes. Néanmoins, si l'on tient compte de « l'effet Var », on ne peut que constater une nette disproportion, en partie due à l'intérêt particulier qu'accordent aux militants communistes les rédacteurs du Maitron (tableau 2). Le congrès de Tours n'a pas déséquilibré l'échantillon des affiliés politiques. En effet, 41 % des socialistes d'avant 1920 sont devenus communistes et 43 % sont restés socialistes. Autrement dit, 17 % des communistes ont milité à la SFIO avant 1920 et 19 % des socialistes sont restés dans « la vieille maison ». Signalons en outre que, après 1920, 5 % des militants de la SFIO antérieure à la scission ont été successivement socialistes et communistes, ou communistes et socialistes.

OUVRIERS AGRICOLES COMMUNISTES ET PROPRIÉTAIRES SOCIALISTES

Lorsqu'on met en relation les affiliations politiques et leur distribution sociale, on relève une large fraction de propriétaires (319) parmi les socialistes (d'après la scission) : ils sont respectivement 5 fois et 12 fois plus nombreux que les ouvriers agricoles et fermiers-métayers. À l'inverse, les communistes sont très fortement implantés parmi les ouvriers agricoles : ils représentent les trois quarts de l'ensemble de

ceux dont on connaît l'affiliation politique. Là encore, nous nous trouvons face à « l'effet Var » et à « l'effet Midi » : le corpus des propriétaires est en partie « colonisé » par les propriétaires socialistes varois (38 %), celui des ouvriers agricoles l'est par les ouvriers agricoles communistes du reste du Midi (26 %). Enfin, si le groupe des fermiers-métayers signalés en tant que tels dans le Maitron semble plus communiste que socialiste (45 militants communistes contre 27 socialistes), la faiblesse numérique de cette catégorie, dont l'ensemble se résume à 82 individus, rend délicate toute interprétation. On peut seulement indiquer que cette différence dépend également du poids des métayers communistes du Lot-et-Garonne. Dès lors, un des traits remarquables de ce corpus réside dans une sorte de scission tout à la fois sociale et partisane : les ouvriers agricoles sont communistes, les propriétaires sont socialistes.

AFFILIATION POLITIQUE ET SYNDICALISATION

L'écart important entre les engagements politiques (83 % des notices) et syndicaux (30 %

9. Par « affiliés politiques » nous entendons l'ensemble des militants qui ont exercé un mandat électif ou ont été candidats sous l'étiquette d'un parti, les militants titulaires d'une responsabilité partisane et, enfin, les sympathisants d'une organisation politique (indication que les rédacteurs de notices ont cru parfois nécessaire de relever).

seulement) reflète d'abord la nature des sources mobilisées : les notices du Maitron tiennent plus volontiers compte de l'affiliation politique, et ce en raison des sources privilégiées (les archives publiques s'intéressaient en priorité aux organisations partisans et aux élections politiques) et de l'attention particulière que la plupart des correspondants accordent au politique. Tout porte à croire que nombre de syndiqués n'auraient pas fait l'objet d'une « maitronisation » s'ils n'avaient, parallèlement, eu une activité politique. Enfin, le pourcentage des doubles affiliés mérite d'être relativisé dans la mesure où quantité de notices se fondent sur une seule source, ce qui peut conduire à ignorer les activités militantes menées par ailleurs. Ce préalable posé, les chiffres nous apportent toutefois quelques enseignements (graphique 1 ci-contre).

Les ouvriers agricoles se distinguent à la fois par une affiliation aux partis moindre et par un militantisme syndical plus important. Ils s'opposent en cela aux propriétaires, dont la plupart des syndiqués sont également des militants politiques. Le fait que la CGT – et ses différentes déclinaisons – ait organisé les ouvriers agricoles n'y est pas étranger ; il en est de même pour ceux qui entrent dans la catégorie « autres ». Enfin, on notera l'importance des doubles affiliés, politiques et syndicaux, que des problèmes de source pourraient minorer – en se basant sur un type de source seulement, laquelle ne mentionne généralement que l'engagement politique – comme sur-estimer – en n'approchant parfois le militantisme syndical que par le biais de sources partisans. Cette catégorie gagnerait à être appréhendée en fonction des organisations concernées.

La lecture du tableau 3 p. 171 met en évidence l'importance relative de l'adhésion aux

Graphique 1. Types de paysans et formes d'engagement (pour 100 paysans dont l'affiliation politique et/ou syndicale est connue)

différentes organisations CGT, généralistes, par opposition aux syndicats spécifiquement paysans : 48 % des syndiqués sont passés par une organisation confédérée, 28 % par une organisation strictement paysanne. Cette disparité vient de la nature des sources consultées, certes, mais procède également d'une meilleure syndicalisation des ouvriers agricoles et des catégories situées en marge du monde agricole (graphique 2 p. 171). Et elle s'explique à la fois par les conditions de travail (salarial, travail

10. À tel point que, faute de savoir si le militant exerçait bien une activité agricole, de nombreuses notices de responsables syndicaux n'ont pu être retenues dans notre corpus.

Tableau 3

total des syndiqués	syndicats divers	CGT avant scission	CGT après scission	CGTU	CGT réunifiée	CGPT	syndicats PC	syndicats PS
832	257	70	82	148	160	125	91	22
en % des syndiqués	31 %	8 %	10 %	18 %	19 %	15 %	11 %	3 %

Total supérieur à 100 en raison des doubles affiliations

collectif, etc.), par un contact avec le militantisme urbain et par l’apport extérieur de permanents confédéraux¹⁰. Il apparaît clairement aussi que même au sein des catégories non organisées par la CGT (propriétaires et métayers) un nombre non négligeable de paysans ont rejoint celle-ci à un moment ou à un autre de leur parcours, soit à l’occasion d’une activité professionnelle exercée hors du monde agricole soit comme salariés agricoles ou encore en tant que propriétaires ou métayers. La prédominance de la CGTU (proche du parti communiste) sur la CGT réformiste s’explique, elle, en grande partie par sa forte implantation chez les ouvriers de la vigne, dans le Midi rouge. À noter aussi l’importance des cégétistes d’après la réunification de 1936, dont l’activité ne couvre pourtant que trois ans de la période traitée ; elle donne à voir l’explosion syndicale qu’ont connue certaines régions et qu’il convient de rattacher aux grèves d’ouvriers agricoles, notamment dans le Midi. Cette montée en puissance des revendications s’est traduite par la constitution de nouveaux syndicats ou par l’affiliation de syndicats autonomes à la centrale ouvrière nouvellement réunifiée.

Le syndicalisme spécifiquement paysan n’apparaît que sur un nombre relativement limité de notices. Les organisations proches du parti

Graphique 2. Distribution syndicale par catégorie de paysans
(pour 100 paysans dont l’affiliation syndicale est connue)

communiste, avant et après la création de la CGPT en 1929 (les militants de l'une ont d'ailleurs souvent appartenu également aux autres), sont largement prépondérantes. Ces chiffres souffrent cependant de la part importante de membres des syndicats répertoriés comme « divers » et dont on ne sait s'ils sont véritablement autonomes ou si leur affiliation est seulement inconnue. Tout laisse à penser néanmoins que les propriétaires et les métayers ont plus souvent opté pour des organisations autonomes.

Les propriétaires à la mairie, les ouvriers agricoles au parti

D'une manière générale, le nombre des militants ayant exercé au moins une responsabilité électorale (1 436) est nettement supérieur à celui des militants responsables partisans (868). Alors que les populations communiste et socialiste du corpus sont quasi équivalentes en nombre (1 182 et 1 100), elles se répartissent de façon très différente pour ce qui est de l'activité politique : les paysans communistes avec des responsabilités au sein du parti sont, à cet égard, deux fois plus nombreux que les paysans socialistes : 598 contre 255 ; la proportion s'inverse lorsqu'il s'agit des élus : 854 socialistes (dont 405 Varois) contre 459 communistes. Presque tous les élus communistes et socialistes ont assumé une responsabilité au niveau local : 433 des 459 communistes, 831 des 854 socialistes.

Si l'on s'intéresse à la visibilité nationale, le Maitron retient trente communistes et trente et un socialistes députés et/ou sénateurs et/ou ministres. Vingt-quatre figurent, à un niveau au moins égal, au Comité central du PC alors qu'ils ne sont que huit à avoir exercé une responsabilité nationale dans les différentes

organisations socialistes postérieures à la scission de la SFIO.

Les ouvriers agricoles communistes (20 % de l'ensemble des communistes, paysans non spécifiés compris) sont plutôt sous-représentés chez les communistes élus (18 %) et surreprésentés chez les responsables partisans (25 %). Même phénomène chez les ouvriers agricoles socialistes (6 % des socialistes, 5 % des élus, 10 % des responsables partisans). À l'inverse, les propriétaires communistes (15 % des communistes) sont surreprésentés chez les élus communistes (20 %) alors que leur présence parmi les responsables partisans est proportionnelle à leur nombre (16 %). Chez les socialistes (29 % des socialistes, 32 % des élus, 27 % des responsables partisans) les pourcentages vont dans le même sens.

Au PC, la répartition des responsabilités entre ouvriers agricoles et propriétaires est particulièrement contrastée : les ouvriers agricoles s'orientent ou sont orientés plus volontiers vers des responsabilités partisans que vers des responsabilités électorales (62 % contre 35 %), les propriétaires étant relativement plus sollicités pour des fonctions électorales (53 %). Chez les socialistes, qui d'une manière générale investissent davantage les responsabilités électorales, on retrouve cette tendance : 61 % des ouvriers agricoles ont exercé un mandat électif, 40 % une fonction partisane ; cet écart s'accroît chez les propriétaires, avec des chiffres respectivement de 87 % et 21 %.

La richesse d'une source

Si l'on ne doit pas oublier que le Maitron n'offre qu'un tableau incomplet du militantisme paysan de l'entre-deux-guerres, il reste un outil

indispensable à sa compréhension. De même, si l'on doit rester circonspect pour ce qui est de la correspondance entre le militantisme paysan tel qu'il est représenté dans le *DBMOF* et le militantisme « réel », ce travail est utile pour évaluer la place des paysans dans le Mouvement ouvrier, leur spécificité et leur autonomie. Cette évaluation statistique ne se veut donc pas exhaustive ; elle se présente plutôt, à l'instar de l'œuvre qui l'a inspirée, comme un instrument permettant de compléter d'un étage interprétatif supplémentaire les recherches portant sur le militantisme agricole.

C'est dans cette optique que doivent être considérés des résultats encore partiels : une forte implantation des communistes parmi les ouvriers agricoles à laquelle répond une présence tout aussi importante des propriétaires parmi les socialistes ; l'inégalité de l'investissement des ouvriers agricoles et des propriétaires dans les responsabilités partisans et électives ; et un syndicalisme paysan situé dans la mouvance des centrales ouvrières. Ces quelques résultats mettent en perspective les questions que soulèvent les monographies traitant du militantisme rural¹¹ et les biographies consacrées aux leaders paysans¹².

Cet article n'utilise pas toutes les ressources de cette base de données. Il aurait été intéressant aussi d'opérer des croisements entre les différents types de responsabilités (électives,

partisanes et syndicales) et les échelles nationale, régionale et locale, et de procéder à une comparaison des structures. Le suivi des générations ou la genèse et l'évolution des configurations militantes locales (à partir des coopératives et des associations) viendraient encore affiner le profil des paysans « maitronisés ». Enfin, nous n'avons fait ici que mentionner les formes d'exploitation qui ne correspondaient pas à l'image traditionnelle du paysan (les bûcherons par exemple), ou les agriculteurs ayant une double activité, et les marges extérieures (les militants ouvriers chargés du « travail paysan » par exemple). En raison du rôle qu'elles ont pu jouer au sein du mouvement paysan, ces catégories floues et flexibles méritent qu'on leur consacre une étude spéciale, ce qui permettrait de mieux comprendre comment les paysans ont été intégrés au Mouvement ouvrier. Et en cela le Maitron reste une source irremplaçable et féconde.

11. Voir, entre autres, les travaux de L. Boswell [*op. cit.*], J. Girault [1995], A.-M. Penetier et C. Penetier [1977 : 235-271] et J. Sagnes [1982]. Nous espérons également que cet article pourra éclairer les autres contributions de ce numéro.

12. Voir les biographies de R. Jean [Belloin 1993], T. Prigent [Bougeard 2002] et de W. Rochet [Vigreux 2000b].

Bibliographie

Belloin, G. — 1993, *Renaud Jean, le tribun des paysans*. Paris, Éditions de l'Atelier.

Boswell, L. — 1998, *Rural Communism in France, 1920-1939*. Ithaca et Londres, Cornell University Press.

- Bougeard, C.** — 2002, *Tanguy Prigent, paysan ministre*. Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Charle, C.** — 1996, « Du bon usage de la biographie sociale comparée ou les trois âges de la biographie collective », in M. Dreyfus, C. Penetier et N. Viet-Depaule eds., *La part des militants*. Paris, Éditions de l'Atelier : 51-71.
- Dreyfus, M. ed.** — 1996, *Gaziers-électriciens*. Paris, Éditions de l'Atelier (« Collection Jean Maitron »).
- Dreyfus, M., C. Penetier et N. Viet-Depaule eds.** — 1996, *La part des militants. Biographie et mouvement ouvrier : autour du Maitron, dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier français*. Paris, Éditions de l'Atelier.
- Girault, J.** — 1995, *Le Var rouge. Les Varois et le socialisme, de la fin de la Première Guerre mondiale au milieu des années trente*. Paris, Publications de la Sorbonne.
- Goergen, M.-L. ed.** — 2003, *Cheminots et militants. Un siècle de syndicalisme ferroviaire*. Paris, Éditions de l'Atelier (« Collection Jean Maitron »).
- Gratton, P.** — 1972, « Le mouvement ouvrier et la question agraire, de 1870 à 1947 », *L'univers politique des paysans*. Cahier de la Fondation nationale des sciences politiques. Paris, Armand Colin : 163-195.
- Maitron, J.** — 1988, « Le Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier français », *Le Mouvement social* (n° spécial), supplément au n° 144 : 83-87.
- Penetier, C.** — 1994, « Le dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier français », *Genèses* 14 : 124-135.
- Penetier, A.-M. et C. Penetier** — 1977, « Les militants communistes du Cher », in J. Girault ed., *Sur l'implantation du parti communiste français dans l'entre-deux-guerres*. Paris, Éditions sociales : 235-271.
- Penetier, C. et B. Pudal** — 2000, « Évolution des méthodes d'analyse du militant ouvrier, archétype du militant », in J. Gotovitch et A. Morelli eds., *Militantisme, militants*. Bruxelles, EVO : 13-26.
- Pudal, B.** — 1989, « "Note de lecture" du Maitron », *Politix*, novembre : 169-173.
- Sagnes, J.** — 1982, *Le Midi rouge. Mythes et réalités. Études d'une histoire occitane*. Paris, Anthropos.
- Vigreux, J.** — 1996, « Paysans et responsables du travail paysan dans la direction du parti communiste », in M. Dreyfus, C. Penetier et N. Viet-Depaule eds., *La part des militants*. Paris, Éditions de l'Atelier : 205-218. — 2000a, « Les paysans communistes », in M. Dreyfus et al. eds., *Le siècle des communismes*. Paris, Éditions de l'Atelier : 391-403. — 2000b, *Waldeck Rochet. Une biographie politique*. Paris, La Dispute.

Résumé

Ivan Bruneau et Emmanuel le Dœuff, *Les paysans du « Maitron ». Militants de l'entre-deux-guerres*

Cet article constitue une première ébauche statistique des profils paysans ayant fait l'objet d'une notice dans le *Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier français*, dit le « Maitron », pour la période de l'entre-deux-guerres. Après avoir rapidement exposé le mode de construction de leur base de données, Ivan Bruneau et Emmanuel Le Dœuff présentent les traits saillants de ce corpus caractérisé par une inégale distribution géographique et sociale, en partie déterminée par la prédominance du Midi rouge. En croisant position sociale, affiliation partisane et responsabilités exercées, les auteurs mettent en évidence une double différenciation entre les ouvriers agricoles et les propriétaires.

Abstract,

Ivan Bruneau and Emmanuel le Dœuff, *Peasant Profiles: Activists during the Interwar Period*

A statistical study is outlined of peasants whose biographies figured in the *Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier français* (the so-called Maitron) for the period between the two World wars. Following a short description of how the data base has been designed, the significant characteristics of this corpus are pointed out. There is an unequal geographical and social distribution, partly due to a Red southern France. Crossing social position, party affiliation and office-holding brings to light a double differentiation between farm workers and land-owners.